

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mercredi 19 octobre 2022

SOMMAIRE

- RDC : Le gouvernement suspend pour une année, la perception de la TVA sur les produits de première nécessité
- Félix Tshisekedi aux investisseurs à Londres : « Ne considérez pas notre faiblesse, mais notre volonté de changement »
- Tshisekedi à Africa summit : « Les forêts sont celles de la RDC mais c'est un patrimoine mondial que le monde devrait protéger »
- Ebuteli : Les élections à l'ère de Tshisekedi : un mauvais départ ?
- RDC : Près de 64% des Congolais vivent avec moins de 2,15 \$ par jour, (Mouvement féminin)
- Décès maternels : investir dans la contraception, une autre voie pour réduire le taux important de la mortalité maternelle en RDC
- Ituri : des habitants de Djuju demandent le redéploiement de la MONUSCO
- Sud-Kivu : inquiétudes de la population de Shabunda sur le retrait de MONUSCO
- Nord-Kivu : baisse des recettes au sein des services douaniers à la suite de l'insécurité dans la région de Beni

1. DROITS HUMAINS

La santé accuse un recul au niveau mondial, marqué par la permanence des inégalités entre pays

L'état de santé des femmes et des enfants se détériore à l'échelle mondiale, révèle un nouveau rapport des Nations Unies. Une situation due aux effets conjugués des conflits, de la

pandémie de Covid-19, des changements climatiques et à leurs conséquences dévastatrices sur les perspectives d'avenir des enfants, des jeunes et des femmes. Près de trois ans après le début de la pandémie de Covid-19, « la probabilité que les femmes, les enfants et les adolescents puissent mener une vie saine et productive s'est considérablement réduite », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en présentant un rapport dont tous les clignotants mondiaux sont au rouge, marquant un recul majeur dans la majorité des indicateurs clés des objectifs de développement durable. En 2021, on dénombrait 25 millions d'enfants non vaccinés ou sous vaccinés, soit 6 millions de plus qu'en 2019. Ils présentaient ainsi un risque accru de contracter des maladies mortelles ou invalidantes. Dans 104 pays, 80% des jeunes élèves ont subi une perte d'apprentissage en raison de la fermeture des écoles, et plus de 10 millions ont perdu un parent qui s'occupait d'eux des suites de la Covid-19. Cette même année, plus de 89 millions de personnes ont dû fuir leur domicile en raison de la guerre ou à cause de persécutions.

RDC : appel à stopper l'exploitation d'or pour protéger les okapis

Okapis contre mine d'or : des organisations de la société civile ont appelé mardi à stopper l'exploitation aurifère dans une réserve du nord-est de la RDC, site du patrimoine mondial et habitat de l'okapi, un mammifère en voie de disparition. Cette exploitation "s'étend rapidement dans la Réserve de faune à okapis" (RFO), menaçant "cet écosystème forestier unique et les communautés locales qui en dépendent", alertent plusieurs ONG, géologues, avocats, etc., à l'occasion de la "journée mondiale de l'okapi", un animal qui ne vit que dans cette région de la RDC. Dans un communiqué transmis notamment par "l'Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme" (ACEDH), ces groupes de la société civile appellent "le gouvernement de la RDC à révoquer la concession minière" accordée à une société chinoise. Des organisations sont déjà montées au créneau pour dénoncer cette exploitation qu'elles jugent illégale, mais ces militants et les autorités ne sont pas d'accord sur la cartographie délimitant la réserve. Pour les uns, la concession est dans le site classé, pour les autres elle est à l'extérieur.

Tshisekedi à Africa summit : « Les forêts sont celles de la RDC mais c'est un patrimoine mondial que le monde devrait protéger »

Le président de la République participe, ce mardi 18 octobre 2022, à Africa Summit du Financial Time à Londres, en Angleterre, où il séjourne depuis lundi dernier. Dans son discours, devant plusieurs autres hommes d'affaires et délégations venues des pays du monde, le chef de l'État a dénoncé le fait que l'Afrique soit considérée comme un continent à problèmes. « L'Afrique est perçue comme un continent avec seulement des problèmes et je voudrais dénoncer ce point de vue », a-t-il déclaré. Au sujet de l'environnement, le président de la République démocratique du Congo a fustigé l'attitude de la communauté sur la protection des forêts. « Les forêts sont celles de la RDC mais c'est un patrimoine mondial que le monde devrait protéger », a dit Félix Tshisekedi.

2. DROITS DES FEMMES

RDC : Près de 64% des Congolais vivent avec moins de 2,15 \$ par jour, (Mouvement féminin)

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté célébrée le 17 octobre de chaque année, le Mouvement féminin pour un Congo fort et prospère, au cours d'une conférence de presse tenue lundi à Kinshasa, lancé la campagne nationale dénommée : « **Refonder la Nation congolaise** ». À travers cette campagne, ce mouvement veut faire passer un message, celui de la prise de conscience des uns et des autres pour sortir la RDC de la pauvreté. « Nous devons prendre conscience que nous avons un pays solution qui a la biodiversité, la forêt, le climat et qui a des ressources du sol et du sous-sol et nous ne pouvons pas être le dernier, nous, des insouciantes pour vivre dans la pauvreté. Et pourtant, nous sommes capables de nourrir l'Afrique et le monde. Ce jour doit être un jour de prise conscience », a déclaré Elise Muhimuzi, coordonnatrice du Mouvement Féminin pour un Congo fort et prospère.

Décès maternels : investir dans la contraception, une autre voie pour réduire le taux important de la mortalité maternelle en RDC

La mortalité maternelle demeure un enjeu crucial en République Démocratique du Congo selon le Programme national de santé de la reproduction (PNSR). Ayant souscrit aux objectifs de développement durable (ODD), le pays devrait voir son taux des décès infantiles ou liés à la maternité être réduit en dessous du seuil de deux chiffres, ce qui constitue l'un des impératifs à atteindre d'ici à 2030 précise l'UNFPA. Parmi les voies pour y arriver, le gouvernement doit investir dans l'accès à la contraception. Lors de la célébration de la journée mondiale de la contraception, Jean-Jacques Mbungani, ministre de la Santé publique a annoncé qu'un nouveau plan stratégique national de Planification Familiale 2021-2025 venait d'être lancé. « Sa mise en œuvre va garantir aux femmes et aux filles de la RDC un choix libre et informé en améliorant l'accès aux programmes de planification familiale volontaire et fondés sur les droits ». **Des chiffres alarmants** La RDC est l'un des pays ayant le ratio de la mortalité maternelle parmi les plus élevées au monde : 473 pour 100 000 naissances vivantes (année 2017). Avec ses partenaires dont l'UNFPA, le gouvernement estime que 4 femmes décèdent chaque heure des suites des complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. La branche des Nations Unies pour la santé de la reproduction (UNFPA) relève que les nombres élevés des grossesses précoces, grossesses trop rapprochées, grossesses trop nombreuses et trop tardives constituent un des facteurs de risques majeurs de décès maternels.

3. SITUATION POLITIQUE

RDC : Le gouvernement suspend pour une année, la perception de la TVA sur les produits de première nécessité

Le premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde a signé, le samedi 15 octobre 2022, deux décrets portant suspension de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur certains produits, et ce pour une période de douze mois prenant effet à dater du 15 avril 2022. Le premier décret porte sur la suspension de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les produits de première nécessité alors que la deuxième porte sur la suspension de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée à l'importation et à la vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier. D'après un communiqué à l'intention des opérateurs économiques et des Régies financières parvenu à POLITICO.CD, les deux décrets étant en vigueur, le Chef du gouvernement, Jean-Michel Sama Lukonde a demandé aux services chargés de leur application, en l'occurrence la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) ainsi que la Direction Générale des Impôts (DGI), de veiller, sous le contrôle du ministre des Finances, au strict respect des mesures ainsi édictées, pour préserver le bien-être de la population.

Félix Tshisekedi aux investisseurs à Londres : « Ne considérez pas notre faiblesse, mais notre volonté de changement »

« Ne considérez pas notre faiblesse, mais notre volonté de changement ». Cette déclaration est du Président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi ce mardi 18 octobre à Africa Summit 2022 », le rendez-vous économique annuel de Financial Times à Londres en Grande Bretagne. Il s'adressait aux investisseurs, désireux de s'implanter en RDC. Organisé sous le thème : « Investir en Afrique », le sommet a réuni des délégations de haut niveau de gouvernements, d'entreprises, de décideurs politiques et d'investisseurs. « Ayant fait de l'investissement l'une des pierres angulaires pour le développement de mon pays, j'ai impulsé un ambitieux programme de réformes économiques visant à faire de celui-ci, un hub d'attractions », a expliqué Félix Tshisekedi.

Ebuteli : Les élections à l'ère de Tshisekedi : un mauvais départ ?

À 14 mois des prochaines échéances électorales, le calendrier électoral se fait toujours attendre. Entre-temps, la méfiance envers les animateurs de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) demeure. Et les renouvellements controversés des membres de la Cour constitutionnelle, dernier verrou du processus électoral, renforcent davantage le déficit de confiance. Les défis de transparence et de crédibilité pourront-ils être relevés lors de ces premières élections sous Félix Tshisekedi ? Dans ce deuxième rapport de la série *Mukalenga Wa Bantu*, intitulé Les élections à l'ère de Tshisekedi : un mauvais départ ?, le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, font l'état des lieux des préparatifs de scrutins prévus d'ici fin 2023. Cette étude revient sur les **leçons qu'auraient pu être tirées du processus électoral de 2018** et souligne l'**opportunité ratée d'engager des réformes électorales audacieuses** pour les élections à venir. De fait, aujourd'hui encore, comme pour les cycles électoraux passés, **la mainmise politique persiste** sur les institutions impliquées dans la gestion du processus électoral, notamment sur la Ceni et la Cour constitutionnelle.

Corée du Sud : Miru Systems livre à la CENI le premier lot des kits d'identification et d'enrôlement des électeurs

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dirigée par Denis Kadima a reçu le premier lot de kits d'identification et d'enrôlement des électeurs auprès de la société coréenne, MIRU SYSTEMS. Ce mardi 18 octobre à Séoul, le Rapporteur de la Centrale électorale, Patricia Nseyi a supervisé le lancement de la production à grande échelle des kits d'identification et d'enrôlement des électeurs qui sont embarqués vers la République Démocratique du Congo. Selon la cellule de communication de cette institution d'appui à la démocratie, après s'être rendue compte de leur conformité, le porte-parole de la CENI s'est dit satisfait du travail réalisé au terme de la visite qu'elle a effectué dans les installations de Miru Systems particulièrement la salle d'assemblage à l'emballage en passant par la vérification technique et fonctionnelle du matériel.

RDC - She Okitundu : "Nous ne devons pas céder à la diabolisation de la Chine"

Le sénateur She Okitundu exhorte l'actuel régime à ne pas céder à la "diabolisation" de la Chine qu'il considère comme le partenaire idéal capable de déclencher l'émergence de la République Démocratique du Congo. C'était au cours de son intervention à la célébration du Cinquantenaire de la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et l'État congolais, organisée à Kinshasa par l'ambassade de Chine en RDC. L'ancien ministre des Affaires étrangères estime que la RDC doit demeurer un État indépendant sur le plan diplomatique et que sa coopération avec la Chine ne doit déranger aucune autre nation. *" Nous ne devons pas céder à la diabolisation de la Chine. La RDC doit rester un pays indépendant sur le plan diplomatique. Il ne faut pas céder aux pressions. Quand j'étais aux affaires, je n'ai jamais cédé aux pressions. Je salue cette constance qui est respectée par le Chef de l'État",* a dit She Okitundu.

4. SECURITE

Ituri : des habitants de Djugu demandent le redéploiement de la MONUSCO

De nombreuses voix s'élèvent dans le territoire de Djugu (Ituri) pour réclamer le redéploiement et le renforcement de l'effectif des casques bleus dans plusieurs villages, pour accompagner le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine et permettre la relance des activités agricoles et même économiques. Selon des sources concordantes, les menaces des groupes armés persistent encore dans la région ; les miliciens n'ayant pas encore déposé les armes. La présence des casques bleus est indispensable dans le territoire de Djugu pour la protection des civils, affirment des sources concordantes. Pour les acteurs de la société civile et les comités de déplacés, les casques bleus doivent d'abord maintenir leurs anciennes bases, notamment à Jina, Bule, Jaiba, jusqu'au rétablissement total de la paix dans ce territoire. Selon eux, les forces de la MONUSCO doivent aussi se redéployer ailleurs notamment aux villages de Calvaire, Ndrili et Yudey, situés aux alentours de la mission catholique de Fataki. Elles pourraient ainsi encourager le retour de la population et la reprise des activités champêtres, économiques et même scolaires. Celles-ci tournent au ralenti depuis que l'accalmie est observée, il y a environ trois mois dans la zone.

Sud-Kivu : inquiétudes de la population de Shabunda sur le retrait de MONUSCO

La MONUSCO a annoncé, lundi 17 octobre, pour bientôt la fermeture de sa base du contingent indonésien dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu). Une équipe conjointe MONUSCO-gouvernement provincial du Sud-Kivu a annoncé la nouvelle devant la communauté locale au chef-lieu du territoire. Mais, la population locale l'a mal accueillie, évoquant plusieurs bienfaits de la mission onusienne dans cette entité. Le contingent indonésien s'apprête à quitter Shabunda. Cette annonce plonge la population locale dans l'angoisse, au regard des réalisations de ces casques bleus. Sur le plan sécuritaire, la population évoque l'affaiblissement des groupes armés à la suite de la présence des soldats de la paix. L'administrateur du territoire de Shabunda, Benjamin Feruzi Biimpa, témoigne : *" Pour ce qui est de la sécurité, nous déplorons le départ de la MONUSCO. La MONUSCO était là juste pour essayer de nous amener les informations par-ci par-là. Et grâce aux informations de la MONUSCO, les FARDC en tout cas se déployaient par-ci par-là. Et aujourd'hui, nous respirons ; sauf nous avons toujours déploré le phénomène coupeurs de route mais pour le reste en tout cas la sécurité est au bon fixe".*

Nord-Kivu : baisse des recettes au sein des services douaniers à la suite de l'insécurité dans la région de Beni

La situation sécuritaire dans la région de Beni a entraîné la baisse des recettes au niveau de la douane de Kasindi, une des plus grandes de la région, qui ouvre la RDC aux pays de l'Afrique de l'Est. « Au cours des trois derniers mois, le secteur de Beni a enregistré une contre-performance. Les recettes sont évaluées autour de 50% alors que ce secteur a un potentiel économique douanier important qui contraste avec ses réalisations. Nous sommes venus pour examiner ensemble, les mesures qui devraient être prises sans gêner le climat des affaires mais qui devraient permettre à la douane d'approcher les assignations pourquoi pas les atteindre », a indiqué le sous-directeur de la DGDA Beni, Guillaume Leo Makombi. Pour améliorer la situation, il a initié une mission d'inspection dans la partie grand-Nord, mais aussi une série de rencontres avec les opérateurs économiques ainsi que les membres de l'Association des commissionnaires agréés en douanes (ACAD).

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org
<https://vifcongo.org/> www.cartercenter.org
(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo